

Wiesław Śladkowski

## LA GAUCHE FRANÇAISE ET LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE AU COURS DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

*L'article caractérise les étapes de l'évolution des opinions de la gauche française (tous les courants et toutes les organisations de la gauche bourgeoise et de la gauche socialiste) sur la question polonaise. L'auteur met l'accent sur l'interdépendance entre l'évolution des idées et des programmes de la gauche, la situation militaire sur les fronts et les rapports entre les pays de l'Entente (surtout les relations entre la France et la Russie).*

Le sujet traité exige des explications préliminaires et une définition du terme employé — celui de « la gauche ». En effet, la gauche française du temps de la Première Guerre mondiale peut être considérée soit dans un sens étroit, soit dans un sens plus large, ce dernier étant en accord avec la tradition politique française. Dans le premier des cas, la gauche était représentée par les forces politiques liées à la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti socialiste ou, plus exactement, son aile gauche et révolutionnaire qu'on appelait « la minorité ». En effet, c'est elle seule qui s'était déclarée contre la guerre et continuait à chercher des moyens pour en arrêter le cours. Cependant, une conception aussi étroite de la gauche définie par le critère de classe ne constituait pas pour la France une catégorie historique réelle et adéquate. Sur les bords de la Seine, la gauche avait alors une portée beaucoup plus large. Et dans ce sens faisaient partie de la gauche, en dehors de « la minorité », l'aile droite « majoritaire » et le centre du parti socialiste français, leurs adversaires du courant anarcho-syndicaliste dans le mouvement ouvrier ainsi que la gauche bourgeoise (certains groupes du parti radical et radical-socialiste).

C'est ainsi que dans son sens plus large, la gauche avait un caractère plus différencié et se composait de deux courants antagonistes: socialiste et radical-bourgeois. Dans la pratique politique de la Troisième République, ces divergences étaient rendues moins perceptibles par l'attitude réformiste et opportuniste des socialistes, caractéristique pour les partis de la Seconde

Internationale. Une pareille attitude rendait possible la collaboration des radicaux avec des socialistes qui se manifestait, entre autres, par des alliances tactiques au sein du Parlement, comme ce fut le cas, par exemple, entre Caillaux et Jaurès, en 1913, contre « la loi de trois ans ». Au moment où la guerre éclata, les radicaux, qui gouvernaient la France depuis 1899 ou qui avaient leurs ministres dans divers cabinets qui s'étaient succédés depuis, siégeaient sur les bancs du gouvernement avec leurs collègues socialistes. Les représentants de la gauche française de l'époque se rencontraient également, assez fréquemment, au sein des loges maçonniques et des associations sociales progressistes, telle que, par exemple, La Ligue de la Défense des Droits de l'Homme. Une grande tolérance confessionnelle et raciale ainsi que des convictions profondément laïques les unissaient, de même qu'une opposition commune contre l'antisémitisme. Depuis l'Affaire Dreyfus, ils avaient réussi à gagner une partie importante de l'opinion publique éclairée et progressiste de sorte que, bien que les journaux radicaux et socialistes aient eu souvent des opinions différentes à l'égard de bien des problèmes, ils n'en formaient pas moins l'aile gauche de la presse française. Finalement — et ceci est important pour le sujet traité dans le présent article — les socialistes aussi bien qu'une partie des radicaux avaient adopté une attitude assez semblable à l'égard des questions nationales et, en particulier, de la question polonaise. A mesure que la guerre continuait et que les hécatombes du front faisaient oublier « l'union sacrée » des premiers mois de la guerre, on peut observer un phénomène de polarisation des forces aussi bien dans les rangs du parti socialiste que dans toute la gauche française. La gauche était différenciée mais elle constituait pendant la guerre un bloc traditionnel. Le présent article étudie donc les opinions de la gauche dans le sens large de ce mot.

Après 1871 et, surtout, à l'époque de l'alliance franco-russe, la Pologne fut, pour ainsi dire, complètement absente des préoccupations françaises. Accédant aux désirs de sa nouvelle alliée, la diplomatie française abandonna la question polonaise pour ne la considérer plus que comme une affaire intérieure russe. Ce point de vue était partagé, dans une grande mesure, par l'opinion publique française qui s'intéressait désormais à la problématique polonaise uniquement dans son aspect antiprussien<sup>1</sup>. Dans cette situation, seule la gauche française continuait à s'intéresser à la Pologne. Le Grand Orient français céda aux émigrés polonais son immeuble de la rue Cadet pour leur permettre d'organiser une commémoration de l'insurrection de 1830 - 1831<sup>2</sup>. Les socialistes français étaient en rapports avec Związek Zagraniczny Socjalistów Polskich (Association des Socialistes Polonais

<sup>1</sup> J. Pajewski, *Francja a Polska 1871 - 1914* [La France et la Pologne 1871 - 1914], in: *Naród i państwo. Prace ofiarowane Henrykowi Jabłońskiemu*, Warszawa 1969, pp. 303 - 320; J. W. Borejsza, *Polityka francuska wobec Rosji a sprawy polskie 1871 - 1914* [La politique française à l'égard de la Russie et les affaires polonaises 1871 - 1914], in: *ibidem*, pp. 47 - 64.

<sup>2</sup> L. Hass, *Diaspora polskiego wolnomularstwa (1827 - 1908)* [La diasporah de la franc-maçonnerie polonaise (1827 - 1908)], « Przegląd Historyczny », vol. LXII, 1971, n° 2, p. 219.

à l'Étranger) qui avait été fondé à Paris en 1892 et, plus tard, avec la section parisienne du Parti socialiste polonais. En 1896, la presse socialiste française célébrait le dixième anniversaire de l'exécution des quatre membres du « Prolétariat », qui avaient été condamnés par les autorités tsaristes pour leurs activités révolutionnaires et pendus dans l'enceinte de la Citadelle de Varsovie<sup>3</sup>. La même année, le Parti socialiste polonais faisait paraître une brochure qui publiait les opinions de vingt personnalités du mouvement socialiste européen. Les voix des socialistes français: Louis Dubreuil, Jean Jaurès et Alexandre Millerand, étaient particulièrement favorables à la Pologne. C'est Jaurès qui fit le premier allusion à l'idée de l'indépendance de la Pologne en affirmant que « la liberté politique, même dénaturée et viciée par le capital, est toujours une assurance pour le prolétariat et une force pour le socialisme »<sup>4</sup>. Une attitude semblable fut adoptée, trois ans plus tard, par Jean d'Outremer, dans une brochure consacrée à la question polonaise, la première qui paraissait en France après bien des années<sup>5</sup>.

En répondant, en 1900, au questionnaire du périodique de Cracovie « Krytyka », André Hamon, rédacteur à « L'Humanité Nouvelle », exprimait l'opinion que la nation polonaise accèdera à l'indépendance quand le socialisme viendra remplacer le régime social actuel<sup>6</sup>.

Lorsque les autorités russes incorporèrent dans l'Empire le territoire du gouvernement de Chełm, qui faisait partie de l'ancien Royaume de Pologne, institué au Congrès de Vienne, les protestations polonaises furent secondées par la presse radicale française, en particulier « Gil Blas » de Paris et « La Dépêche » de Toulouse<sup>7</sup>. De nombreux représentants de la gauche française, liés avec les loges maçonniques, s'inscrivirent au Comité Adam Mickiewicz fondé en 1909 et qui recueillait les fonds nécessaires à l'érection d'un monument à la gloire du poète polonais. Parmi les membres de ce comité citons l'homme politique, ancien ministre — Léon Bourgeois, le député socialiste André Lebey et Gabriel Séailles, professeur de philosophie à la Sorbonne<sup>8</sup>.

Au cours des dernières années avant la Première Guerre mondiale, les libéraux avaient déjà rejoint les socialistes pour manifester leur attitude favorable à la cause polonaise. C'est en 1914, précisément parmi les intellectuels français de tradition libérale, cultivant l'amitié avec la Pologne,

<sup>3</sup> « La Petite République », 29 janvier 1896; « Le Socialiste », 2 février 1896.

<sup>4</sup> *Pamiętka majowa* [Souvenir de mai], Londyn 1896, p. 40.

<sup>5</sup> J. d'Outremer, *La Pologne et la paix générale*, Paris 1899.

<sup>6</sup> *Sprawa polska w opinii Europy. Ankieta międzynarodowa zebrana staraniem « Krytyki »* [La question polonaise dans l'opinion de l'Europe. Enquête internationale faite par les soins de « Krytyka »], Kraków 1900, pp. 40 - 43.

<sup>7</sup> A. Żwanna, *Wspomnienia z Rivieri francuskiej. Udział Polaków w życiu towarzyskim i politycznym* [Souvenirs de la Riviera française. La participation des Polonais à la vie mondaine et politique], Warszawa 1928, pp. 79 - 80 et 86.

<sup>8</sup> K. W. [Kazimierz Woźnicki], *Komitet budowy pomnika Adama Mickiewicza w Paryżu* [Comité d'édification du monument à Adam Mickiewicz à Paris], « Rocznik Towarzystwa Polskiego Literacko-Artystycznego w Paryżu », 1911 - 1912, p. 108.

qu'apparurent les espérances réelles d'une résurrection de la Pologne comme un des effets de la guerre <sup>9</sup>.

Cependant, la guerre une fois déclarée, Paris attendait loyalement une initiative russe dans la question polonaise. Le manifeste du grand duc Nicolas Nicolaévitch, commandant en chef de l'armée russe, donnait une première occasion de s'exprimer à l'opinion publique de la France. Ce manifeste avait été rédigé avec beaucoup d'habileté et invitait les Polonais à combattre aux côtés de la Russie la marée teutonne. Il annonçait également la réunification des trois parties de la Pologne, qui allaient renaître sous le sceptre du tsar « libres dans leur foi, leur langue et leur autonomie ». Les commentaires de la presse française furent généralement enthousiastes et les journaux soulignaient le geste du tsar, « si noble » et « digne d'admiration », qui allait redonner l'unification et la liberté à la Pologne <sup>10</sup>. Seule, « L'Humanité » socialiste gardait une attitude quelque peu critique à l'égard des promesses russes. Dans son premier commentaire, après avoir présenté le texte du manifeste, le journal constatait avec raison: « Ce n'est encore qu'une promesse ». En exprimant des doutes quant à la noblesse des raisons qui furent à l'origine dudit manifeste, l'auteur affirmait qu'« il a été dicté par les nécessités évidentes » et il poursuivait: « Tout le monde comprend l'intérêt qu'attache le gouvernement russe à ce que la nation polonaise, des trois pays en guerre, se range tout entière du côté de la Russie ». Pour arriver à ses buts, la Russie allait être obligée d'accorder aux Polonais une autonomie au moins égale à celle dont ils jouissaient en Autriche. « L'Humanité » exprimait également des doutes quant à la réalisation des promesses russes en rappelant que le gouvernement du tsar n'avait pas tenu celles qu'il avait faites en 1905 <sup>11</sup>.

Deux jours après la parution de ce premier commentaire, « L'Humanité » publiait un article de Marcel Sembat, un des dirigeants de droite du parti socialiste français. L'article était intitulé: *La Pologne?* et avait la forme d'un monologue plein de doutes. « Est-ce possible? La Pologne ressuscitée? La Pologne tirée du tombeau? Et par qui? Par le tsar? C'est un miracle! ». Après avoir analysé le texte du manifeste, l'auteur se prenait à douter de la bonne foi des promesses. Étaient-elles réellement faites « sans restriction secrète, sans arrière-pensée? ». Puis, il posait la question essentielle: « Et après! Comme garantie de ces libertés, comme symbole de cette autonomie, comme expression nationale [...] » <sup>12</sup>. Cependant, même Sembat, malgré ses doutes, se déclarait partisan — vu la situation politique du moment — d'une autonomie dans le cadre de l'Empire russe. De plus,

<sup>9</sup> T. Komarnicki, *Rebirth of the Polish Republic*, Melbourne - London - Toronto 1957; M. H. Serejski, *Historyczna refleksja Europy nad upadkiem Polski w obliczu jej odbudowy w 1918 r.* [Réflexion historique de l'Europe sur la chute de la Pologne au moment de sa restauration en 1918], « Miesięcznik Literacki », 1968, n° 7, pp. 75, 81.

<sup>10</sup> *Affaires de Pologne. La proclamation du Généralissime russe et l'opinion française*, Paris 1915.

<sup>11</sup> « L'Humanité », 16 août 1914.

<sup>12</sup> *Ibidem*, 18 août 1914.

en sa qualité de membre du gouvernement français, il y trouvait un nouvel argument en faveur de la guerre conduite par les Alliés, qui prenait un caractère de libération et la victoire allait être « le commencement d'une ère nouvelle de civilisation ». On voit donc que, dans ses conclusions, même « L'Humanité » — quoique à un degré moindre que la presse bourgeoise française — acceptait les promesses russes qui ne satisfaisaient pas les Polonais. Cette attitude fut adoptée, d'ailleurs, par les autres journaux de gauche <sup>13</sup>.

Après l'explosion d'enthousiasme, suscitée par le manifeste du Grand Duc, on observe dans les mois qui vont suivre une diminution notable de l'intérêt porté en France à la Pologne. Alors qu'à Pétrograd, les travaux visant à une réalisation des promesses du tsar piétinaient toujours, le gouvernement de la Troisième République et l'opinion française continuaient à considérer le manifeste du Grand Duc comme absolument valable. Ces opinions, si défavorables pour la cause polonaise, allaient être maintenant discutées et contestées par des émigrés polonais de tendance démocratique. A la fin de l'année 1914, ils fondèrent une organisation politique appelée *Komitet Wolnej Polski* (Comité de la Pologne Libre), dont le dirigeant véritable fut le docteur Bolesław Motz, célèbre urologue parisien, membre du Parti socialiste polonais. Il estimait qu'il fallait sans tarder profiter de l'intérêt éveillé en France par le manifeste du Grand Duc pour demander l'indépendance complète pour la Pologne. Dans une brochure <sup>14</sup>, qu'il publia en janvier 1915 sous son pseudonyme de W. Podlaski, le docteur Motz avançait la thèse qu'une Pologne unifiée et indépendante constituait une des plus importantes conditions d'une paix durable. Malheureusement, toutes les activités ultérieures du Comité de la Pologne Libre, à travers ses publications dans « La Tribune Polonaise » et, plus tard « L'Écho Polonais », furent réprimées par la censure française après une intervention au Quai d'Orsay de l'ambassadeur russe, Isvolski. Les autorités interdirent le colportage des périodiques et brochures publiés par le Comité <sup>15</sup>. L'opinion publique française faisait la sourde oreille aux appels du Comité. Seule, « L'Humanité » publia, en avril 1915, un long article, non signé, qui résumait et prenait parti pour les thèses principales de la brochure du docteur Motz. C'est ainsi que le journal socialiste fut le premier à soulever sur les bords de la Seine la question de l'indépendance de la Pologne. « Dans l'intérêt d'une paix durable, la Pologne doit être indépendante et neutre », affirmait sans ambages « L'Humanité » <sup>16</sup>. Mais

<sup>13</sup> « Le Radical », 16 août 1914; « La Petite République », 16 août 1914; « La Lanterne », 17 août 1914; « La République », 16 août 1914.

<sup>14</sup> B. Motz (W. Podlaski), *Renaissance de la Pologne*, I: *Pour une paix durable*, Paris 1914.

<sup>15</sup> *Rzut oka na działalność Komitetu Wolnej Polski i opinia francuska w kwestii polskiej przez pierwsze dwa lata* [Coup d'œil sur les activités du Comité de la Pologne Libre et l'opinion française à l'égard de la question polonaise durant les deux premières années], Archiwum Państwowe Miasta Krakowa i Województwa Krakowskiego, Akta Naczelnego Komitetu Narodowego (NKN), microfilm 100 216, pp. 7 - 8.

<sup>16</sup> « L'Humanité », 29 avril 1915.

cet article n'eut pas de suites notables. La presse de droite, la presse d'information et les journaux libéraux ne polémiquèrent pas ouvertement avec « L'Humanité » — peut-être pour des raisons de tactique politique. D'autre part, les autres journaux de gauche ne l'appuyèrent pas non plus.

C'est alors que l'hebdomadaire « Polonia » soumit aux hommes politiques et aux intellectuels français un questionnaire concernant la question polonaise. « Au début, le résultat était effrayant » — écrivait longtemps après Waław Gąsiorowski, rédacteur à « Polonia » et initiateur de l'enquête. « Les hommes les plus célèbres en France laissaient tout simplement toute la Pologne à la Russie »<sup>17</sup>. Les répondants à l'enquête ne ménageaient pas les paroles de sympathie pour la Pologne, mais en ce qui concernait la politique ne dépassaient pas les limites fixées par le manifeste du Grand Duc Nicolas. Ils étaient pour l'autonomie de la Pologne mais ne voyaient l'avenir de ce pays que dans une union avec la Russie<sup>18</sup>. Seul, Adéodat Compère-Morel, député et un des dirigeants du parti socialiste, professait une opinion différente. Il déclarait, en effet: « Le parti socialiste français estime que la Pologne doit, après la guerre, recouvrer l'indépendance complète de son pays ». Il considérait toutes les promesses faites à la Pologne par les puissances partageantes et par la Russie, elle-même, comme n'ayant « absolument aucune valeur positive ». Il avertissait ensuite le gouvernement français d'avoir à s'occuper de la question polonaise, sinon « il s'exposerait de graves mécomptes de la part du prolétariat français. Il risquerait de rompre la paix civile à l'intérieur de la France »<sup>19</sup>. Cette déclaration très nette de Compère-Morel avait tout l'air d'une déclaration sur laquelle s'étaient mis d'accord les socialistes français sans toutefois lui conférer un caractère officiel. Elle confirmait l'attitude favorable à la cause de l'indépendance polonaise exprimée, auparavant, dans « L'Humanité ». Cependant, la voix des socialistes français, tout en ayant une certaine importance, ne pouvait malheureusement pas changer la politique étrangère de la France à cet égard ni influencer sur la très grande majorité de l'opinion publique française.

Les défaites de l'armée russe et l'abandon de Varsovie aux Allemands (5 VIII 1915) avaient enhardi également les radicaux français. Parmi ceux-ci, se fit entendre pour la première fois la voix d'Édouard Herriot, sénateur et maire de Lyon, qui, à l'époque, était un des jeunes dirigeants du parti radical-socialiste et acquérait un nom et une popularité grandissante dans le pays. Ce grand humaniste, proclamant toujours sa foi dans les principes de justice et de liberté, appuya brillamment dans la presse les desiderata des Polonais visant à l'unification des territoires de la Pologne. Officiellement, il acceptait le point de vue d'une autonomie dans le cadre de l'Empire russe, mais il n'excluait nullement l'indépendance de la Pologne

<sup>17</sup> W. Gąsiorowski, *1910 - 1915. Historia armii polskiej we Francji [1910 - 1915. Histoire de l'armée polonaise en France]*, Warszawa 1931, p. 260.

<sup>18</sup> *La France pour la Pologne. Enquête de la revue « Polonia »*, [cité plus loin: *Enquête...*], Paris 1916.

<sup>19</sup> « Polonia », 24 juillet 1915. Cf. également *Enquête...*, pp. 42 - 43.

et assurait les Polonais de l'appui que le parti radical-socialiste était prêt à leur donner au moment de la signature de la paix. Il en appelait à l'Entente pour que les Alliés incluent dans leur programme la restauration d'une Pologne indépendante<sup>20</sup>. Mais c'est en répondant au questionnaire de « Polonia »<sup>21</sup> que Herriot présentait en détail, le 4 septembre 1915, son attitude envers la question polonaise. En soulignant que les Français ignoraient un peu trop les mérites militaires et chevaleresques des Polonais envers la France, le maire de Lyon constatait sans ambages: « La Pologne doit enfin redevenir elle-même! Nous travaillerons pour que la Pologne soit polonaise et non autrichienne, allemande ou même russe puisque la Russie y a sagement renoncé [...] La Pologne sera indépendante ». Herriot — il est vrai — ne définissait pas la date à laquelle la Pologne était censée redevenir indépendante, néanmoins sa réponse au questionnaire de « Polonia » fut un véritable événement, surtout en comparaison avec les autres déclarations. L'hebdomadaire y consacra ensuite un commentaire spécial en souhaitant que « cette réponse si pleine d'enthousiasme, empreinte d'un grand esprit de justice et de compréhension, trouvât un écho dans les esprits et les coeurs de ceux qui doutent encore »<sup>22</sup>. La déclaration d'Édouard Herriot procédait d'une appréciation juste de la situation politique du moment mais témoignait également, comme l'a souligné Janusz Pajewski, « qu'en France, on commençait à craindre que, étant donné la politique malhabile et déloyale du gouvernement russe, les Empires centraux ne puissent attirer à eux les Polonais »<sup>23</sup>.

Ces craintes augmentèrent sensiblement lorsque, durant les premières semaines de l'année 1916, commencèrent à affluer en France des renseignements — à travers la presse italienne et suisse — concernant les projets allemands à l'égard de la Pologne. Afin de gagner les Polonais à leur cause et surtout des volontaires qui s'engageraient dans leurs armées, les Empires centraux avaient rétabli la langue polonaise dans les écoles, accordé une certaine autonomie à une série d'institutions et fait circuler quelques vagues promesses relatives à la formation d'un État polonais. C'était une véritable menace pour l'Entente et pour la France en particulier. Dans cette situation, les journaux socialistes donnèrent l'alarme. Mais on vit également intervenir « La Victoire », organe nationaliste de Gustave Hervé, qui remplaçait « La Guerre Sociale » qui avait été, avant la guerre, socialiste et pacifiste. « La Victoire » publia une série d'articles du docteur Georges Bienaimé qui estimait que la Russie serait capable de contrecarrer les desseins de l'Allemagne en réalisant les promesses qui figuraient dans le

<sup>20</sup> « Le Radical », 18 août 1915; 1 septembre 1915; « Petit Troyen », 3 septembre 1915.

<sup>21</sup> « Polonia », 4 septembre 1915; « La Guerre Sociale », 4 septembre 1915; *Enquête...*, pp. 103 - 104.

<sup>22</sup> « Polonia », 4 septembre 1915.

<sup>23</sup> J. Pajewski, *Wokół sprawy polskiej. Paryż - Lozanna - Londyn 1914 - 1918* [Autour de la question polonaise. Paris - Lausanne - Londres 1914 - 1918], Poznań 1970, p. 25.

manifeste du Grand Duc Nicolas<sup>24</sup>. La presse radicale et socialiste traitait la même question d'une façon plus critique à l'égard du gouvernement tsariste et du gouvernement français lui-même. D'après « Le Radical », la France, soucieuse de ses intérêts vitaux, aurait dû, depuis longtemps, lutter pour la cause de l'indépendance polonaise tout en indiquant « amicalement » au gouvernement russe à quels dangers il s'exposait en laissant cette question en suspens<sup>25</sup>. La cause polonaise fut traitée dans « Le Radical », d'une façon systématique, par Louis Ripault, un des jeunes dirigeants du parti radical-socialiste, qui écrivait sous le nom de plume de C. Brouville. Il exhortait la Russie à accorder, après 19 mois d'attente, l'autonomie qu'elle avait promise à la Pologne et à rendre concrètes ses promesses d'août 1914. D'après Ripault, Pétrograd aussi bien que Paris devraient reconnaître « que l'indépendance polonaise est essentiellement une question de politique extérieure ». Ce n'est qu'alors que les Alliés « en pleine confiance discuteront de la Pologne avec le désir d'attacher leur nom à une grande oeuvre de justice et de la politique »<sup>26</sup>. Maurice de Waleffe fut encore beaucoup plus explicite dans ses articles, publiés par « L'Oeuvre », journal populaire de gauche, de Gustave Téry. Il y exigeait que la déclaration solennelle des trois ambassadeurs de l'Entente, relative à la libération de la Belgique, embrassât également la Pologne<sup>27</sup>.

Le Comité de la Pologne Libre décida de profiter de l'intérêt accru de l'opinion publique en France pour les événements de Pologne. Les dirigeants du Comité estimaient que la campagne de presse, initiée en France, contre les desseins allemands devait aller de pair avec une propagande de l'idée de l'indépendance de la Pologne. En effet, la question polonaise était rattachée étroitement à des problèmes politiques d'actualité dont l'importance ne pouvait être indifférente à la Troisième République. Mais pour cela, il fallait gagner à la cause de la Pologne les journalistes français. Le docteur Motz réussit à entrer en rapports avec Edmond Privat<sup>28</sup>, un jeune journaliste suisse, séjournant à Paris, de tendance progressiste et dont les opinions se rapprochaient du socialisme. Privat avait déjà publié des reportages sur la Pologne, en 1915, dans « Le Temps » et ils furent ensuite édités sous forme de brochure<sup>29</sup>. Il y faisait preuve d'une grande sympathie à l'égard de la Pologne et appuyait pleinement ses efforts pour son émancipation. Le Comité de la Pologne Libre signa un accord avec Privat et celui-ci prit le

<sup>24</sup> « La Victoire », 15 janvier 1916, 17 janvier 1916, 22 février 1916.

<sup>25</sup> « Le Radical », 2 février 1916, 4 février 1916.

<sup>26</sup> « Le Radical », 6 mars 1916, 7 mars 1916, 8 mars 1916 (confisqué par la censure et réimprimé dans le numéro du 17 septembre 1917). Ses articles concernant la cause polonaise, écrits durant la guerre, ont ensuite été édités sous forme de livre. L. Ripault, *Pendant la tourmente 1914 - 1918. France et Pologne*, Paris 1927.

<sup>27</sup> « L'Oeuvre », 28 janvier 1916, 17 février 1916.

<sup>28</sup> Rzut oka na działalność KWP..., p. 9.

<sup>29</sup> E. Privat, *La Pologne sous la rafale*, Paris 1915; Cf. W. Śladkowski, *L'opinion occidentale et la cause de l'indépendance de la Pologne pendant la Première Guerre mondiale: l'activité d'Edmond Privat*, « Acta Poloniae Historica », vol. XXVII, 1973, pp. 108 - 110.



parti de la Pologne en publiant en quelques semaines 17 articles, sous divers noms d'emprunt, dans 7 quotidiens de Paris<sup>30</sup>. Il collaborait surtout avec « L'Humanité », traditionnellement favorable à la cause polonaise, où ses articles figuraient sous la signature de P. Dorange. C'est Jean Longuet qui l'avait introduit auprès des directeurs de « L'Humanité ». Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, était un des dirigeants les plus actifs du mouvement ouvrier français de l'époque<sup>31</sup>. En soulignant que les Polonais revendiquent l'indépendance complète de leur pays, Privat exigeait non seulement que la question polonaise soit examinée « sur son vrai terrain international » mais postulait, en premier lieu, « la reconstitution d'un État polonais indépendant ». A son avis, pour soutenir la résistance des Polonais contre la politique allemande, qui s'était donnée pour tâche principale de lever une armée polonaise d'un demi-million d'hommes pour combattre aux côtés de l'Allemagne, les Alliés devaient au plus vite publier une déclaration commune annonçant la restauration de la Pologne<sup>32</sup>.

Privat attaquait donc de front l'attitude du gouvernement français ainsi que l'attitude de cette partie de l'opinion publique qui croyait toujours à la possibilité d'une solution de la question polonaise dans le cadre des projets de la Russie. D'après Privat, seule la proclamation de l'indépendance de la Pologne pouvait contrecarrer les projets allemands et écarter le grave danger qui menaçait les Alliés.

L'ambassadeur russe, Isvolski, suivait avec inquiétude cette campagne en faveur de la cause polonaise. Grâce à son intervention au Quai d'Orsay, les autorités interdirent à la presse de mentionner, sous quelque forme que ce fût, l'indépendance de la Pologne (17 II 1916). Au moment où se déroulait la bataille de Verdun, la France ne pouvait se permettre de mécontenter son grand allié russe. Bientôt cependant, après les protestations de la gauche et des interpellations à la Chambre, provenant des bancs socialistes, Briand faisait reporter verbalement cette interdiction, mais pratiquement cela ne changea en rien la situation, car la censure continuait à surveiller les infractions à l'interdiction d'une façon extrêmement rigoureuse<sup>33</sup>. La presse de droite et les journaux nationalistes attaquèrent les opinions de la gauche

<sup>30</sup> Il les a également publiés dans la brochure *La Pologne attend*, Genève 1916; W. Śladkowski, *op. cit.*, pp. 111 - 113.

<sup>31</sup> J. Longuet à E. Privat, Paris, 11 janvier 1916, dans P. Hirsch, *E. Privat, Quelques documents*, « Revue Neuchâteloise », 1968, n° 43/44, p. 51.

<sup>32</sup> « L'Humanité », 18 février 1916; Cf. également les numéros du 27 janvier 1916, du 10 février 1916, du 12 février 1916 et du 18 février 1916. Voir aussi « Le Radical » du 24 janvier 1916.

<sup>33</sup> *Rzut oka na działalność KWP...*, p. 10; J. Lipkowski, *Pamiętniki [Mémoires]*, Biblioteka Zakładu Narodowego im. Ossolińskich we Wrocławiu, manuscrit, n° 36/69, p. 183; H. Korwin-Milewski, *Siedemdziesiąt lat wspomnień (1855 - 1922) [Soixante-dix années de souvenirs (1855 - 1922)]*, Poznań 1930, pp. 425 - 426; E. Privat, *La Pologne attend...*, pp. 69 sqq., 76; L. Ripault, *op. cit.*, pp. 2 et 31; voir aussi « Journal de Genève », 27 février et 26 mars 1916, ainsi que « Gazette de Lausanne », 1<sup>er</sup> mars 1916; voir également L. B., *Les questions nationales russes*, « Progrès de Lyon », 3 février 1918.

à ce sujet, en appuyant à fond le point de vue russe<sup>34</sup>. La gauche n'attendit pas pour donner la réplique. La défense de l'idée de l'indépendance de la Pologne fut assumée par Jean Goldsky, dans le journal pacifiste d'extrême-gauche, « Le Bonnet Rouge »<sup>35</sup>. Ses articles furent secondés par l'infatigable Privat, dans « L'Humanité »<sup>36</sup>. Bientôt, Gustave Hervé, lui-même, volait à son secours dans les colonnes de « La Victoire ». Cet éminent publiciste français était connu pour sa violence et l'extrémisme de ses jugements. Il avait été, dans sa jeunesse, social-anarchiste et pacifiste. A ce titre, il fut maintes fois condamné et mis en prison pour avoir attaqué l'État et l'armée. Au début de la guerre, Hervé devint, tout à coup, un nationaliste acharné et partisan de la guerre à outrance, jusqu'à la victoire finale. Malgré cette transformation, son journal passait encore en 1916, aux yeux de bien des lecteurs, pour une feuille de gauche, car Hervé se posait très souvent en champion des nations opprimées, ce qui, d'après lui, justifiait la guerre telle qu'elle était conduite par les Alliés. Pour toutes ces raisons ainsi que parce qu'il avait été sollicité par le Comité de la Pologne Libre, il entreprit<sup>37</sup>, à la fin d'avril 1916, une violente campagne en faveur de la Pologne. A son avis, le silence prolongé des Alliés à l'égard de la question polonaise était une grave erreur politique. Car les promesses, non réalisées et actuellement dépassées, du manifeste du Grand Duc Nicolas, ne pouvaient plus agir comme contrepois aux desseins allemands. Que devait donc faire l'Entente pour échapper à la menace d'un recrutement d'une armée polonaise d'un demi-million d'hommes? D'après Hervé: « Il n'y a plus qu'un moyen, et encore faut-il l'employer tout de suite, sans perdre un jour: c'est que les Alliés, après entente avec la Russie, proclament solennellement que les trois morceaux de Pologne seront recollés, que le Royaume de Pologne sera reconstitué, que la Pologne sera rétablie dans son indépendance »<sup>38</sup>.

Grâce à une intervention de l'ambassadeur Isvolski, le numéro du journal contenant le passage cité, qui figurait dans un article intitulé *Gare à la Pologne*, fut confisqué par la censure. L'ambassadeur ne manqua pas d'en faire part, immédiatement et avec une grande satisfaction, à son ministre des Affaires étrangères<sup>39</sup>. Mais l'article en question parut dans l'organe clandestin du Comité de la Pologne Libre, qui publia ensuite les articles d'Hervé dans une brochure spéciale<sup>40</sup>. Le directeur de « La Vic-

<sup>34</sup> Surtout J. Vergnaut, « La Libre Parole », 4 février 1916, 18 février 1916, 27 février 1916, 15 mars 1916, ainsi que J. Herbet, « L'Écho de Paris », 26 février 1916 et E. Laskine, « Le Rappel », 13 mars 1916.

<sup>35</sup> « Le Bonnet Rouge », 17 et 21 mars 1916.

<sup>36</sup> « L'Humanité », 23 mars 1916.

<sup>37</sup> *Rzut oka na działalność KWP...*, p. 15.

<sup>38</sup> « La Victoire », 3 mai 1916, voir aussi les numéros du 28, du 30 avril et du 8 mai 1916.

<sup>39</sup> Isvolski à Sazonoff, Paris 25 IV (8 V) 1916, dans *Rusko-polskie otnošenija v period mirovoj vojny*, Moskva - Leningrad 1926, pp. 94 - 97.

<sup>40</sup> « La Pologne aux Polonais », 15 mai 1916; *Gustave Hervé pour la Pologne (Articles extraits de « La Victoire » du 28, 30 avril et du 3 et 8 mai 1916)*, Paris 1916.

toire » était intervenu personnellement, pour cette affaire, auprès du président Poincaré <sup>41</sup>.

Sous l'influence de la campagne de presse, si vivement menée et qui mettait l'accent sur l'aspect politique de la question important pour la France, allaient maintenant se déclarer pour l'indépendance de la Pologne des hommes politiques comme Louis Barthou, représentant des républicains progressistes, et le radical Léon Bourgeois <sup>42</sup>. Édouard Herriot l'avait déjà fait ouvertement. Il prononça un discours à la Sorbonne, qui fut ensuite publié sous le titre évocateur *Agir*, dans lequel il déclarait que la libération de la Pologne devait constituer pour la France un des buts de la guerre <sup>43</sup>.

Cette même attitude fut également adoptée par les intellectuels français progressistes. Sur l'initiative d'Edmond Privat, inspiré par le Comité de la Pologne Libre ainsi que par Wacław Gąsiorowski, fut alors fondée la Ligue Française pour la restauration de la Pologne <sup>44</sup>. Charles Richet, un savant de renommée mondiale et prix Nobel, fut élu président. Parmi les membres de la Ligue, il y eut trois académiciens: Émile Faguet, Eugène Brieux et Henri de Regnier, ainsi que des professeurs comme Ferdinand Buisson et Gabriel Séailles et les députés socialistes Pierre Renaudel et Marius Mouttet. Dans son manifeste d'inauguration, la Ligue se déclarait résolument pour l'indépendance de la Pologne <sup>45</sup>. Mais la sévérité de la censure ne lui permit pas de développer la propagande dans ce domaine.

Les patriotes polonais à tendance démocratique, du Comité de la Pologne Libre, avaient réussi encore auparavant à intéresser à la cause de la Pologne la Ligue de la Défense des Droits de l'Homme, organisation démocratique et libérale, jouissant d'une haute considération à l'époque. Son président, le professeur Ferdinand Buisson, était « de tout cœur pour l'indépendance de la Pologne » <sup>46</sup>. A la séance du 21 février 1916, la Direction de la Ligue vota une motion spéciale dans laquelle elle se déclarait entièrement favorable à la restauration de l'indépendance de la Pologne <sup>47</sup>. A partir de cette date, de nombreux centres régionaux de la Ligue commencent à faire de la propagande pour la cause polonaise. Les sections parisiennes organisaient des rencontres et des festivités à caractère polono-

<sup>41</sup> R. Poincaré, *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*, vol. VIII, Paris 1931, p. 237.

<sup>42</sup> J. Pajewski, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 33 - 35.

<sup>43</sup> E. Herriot, *Agir*, Paris 1917.

<sup>44</sup> *Rzut oka na działalność KWP...*, p. 11: « Nous avons élaboré avec M. E[dmond] P[rivat] tout le plan de cette Ligue et nous insistions auprès de lui pour qu'il la fonde avant que notre accord avec lui ne vienne à expiration et avant de quitter Paris »; « Polonia », 24 mars 1916; E. Privat à W. Gąsiorowski, Paris 8 avril 1916, Bibl. Zakładu Narodowego im. Ossolińskich we Wrocławiu, Archives de Wacław Gąsiorowski, n° 7.

<sup>45</sup> « Journal de Genève », 26 mai 1916. Ce manifeste fut fortement censuré et parut dans « Polonia » le 3 avril 1916. Les principaux journaux français ne reçurent pas la permission de le publier. Au bout d'un certain temps, seule « L'Étoile Française » en publia le texte, le 18 août 1916.

<sup>46</sup> *Rzut oka na działalność KWP...*, pp. 12 - 13.

<sup>47</sup> *Ibidem*; J. Lipkowski, *op. cit.*, pp. 198 sqq.

phile<sup>48</sup>. Par contre, les sections régionales de la Ligue à Bordeaux, Toulouse et Lyon apportèrent une aide efficace à Józef Lipkowski en organisant une série de conférences intitulée « Le problème polonais »<sup>49</sup>. Le conférencier demandait ouvertement l'indépendance de la Pologne et cette attitude rencontra une compréhension amicale de nombreux auditoires et fut commentée amicalement dans la presse locale, surtout par les journaux socialistes et radicaux<sup>50</sup>.

A travers cette vive campagne de presse, les déclarations des plus éminentes personnalités de la science et de la culture françaises et les activités des organisations polonophiles, on pouvait discerner, malgré les limitations de la censure, un grand nombre de témoignages de sympathie de la population française à l'égard de la Pologne. Les bourgeois libéraux et les socialistes soutenaient à fond l'idée de son indépendance.

Le gouvernement français, soumis à toutes ces pressions, se rendait compte de la menace d'un recrutement de soldats polonais par l'Allemagne. Il essaya donc d'influencer la Russie afin qu'elle change son attitude à l'égard de la question polonaise. Paléologue, Viviani et Thomas procédèrent à des sondages circonspects à Pétrograd. D'autre part, se sont déroulées des négociations semi-privées de Jules Cambon et du président Poincaré avec l'ambassadeur Isvolski. Mais tous ces pourparlers échouèrent : Sazonoff considéra cette discrète intervention du gouvernement français comme une atteinte à l'alliance de la Troisième République avec la Russie<sup>51</sup>. Comme l'explique Pierre Renouvin : « [...] les préférences sentimentales, dont témoigne l'opinion publique française à l'égard de la nationalité polonaise, doivent s'incliner devant la nécessité de maintenir l'alliance franco-russe »<sup>52</sup>.

La campagne de la gauche française n'apporta donc pas les résultats escomptés pour la Pologne sur le terrain diplomatique. Néanmoins, cette campagne continuait à se dérouler. Grâce aux efforts de la section parisienne du Parti socialiste polonais, du Comité de la Pologne Libre et de J. Lipkowski, le congrès de la S.F.I.O., d'août 1916, vota une résolution officielle dans laquelle il se prononçait résolument pour l'indépendance de la Po-

<sup>48</sup> « L'Humanité », 5 avril 1916.

<sup>49</sup> J. Lipkowski, *op. cit.*, p. 205.

<sup>50</sup> Voir p. ex. « La France » (Bordeaux), 2 juillet 1916; « Le Télégramme de Toulouse », 9 juillet 1916; « Le Midi Socialiste de Toulouse », 9 juillet 1916; « L'Express du Midi » (Toulouse), 10 juillet 1916; « Le Progrès » (Lyon), 13 juillet 1916; « Le Lyon », 13 juillet 1916.

<sup>51</sup> M. Paléologue, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, vol. II, Paris 1922, pp. 206, 207, 260-262 et 274; R. Poincaré, *op. cit.*, p. 239; cf. également R. Bierzanek, *Państwo polskie w politycznych koncepcjach mocarstw zachodnich 1917-1919 [L'État polonais à travers les conceptions politiques des puissances occidentales 1917-1919]*, Warszawa 1964, pp. 13 sqq.; J. Pajewski, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 37-41.

<sup>52</sup> P. Renouvin, *Les crises du XX<sup>e</sup> siècle*, in: *Histoire des relations internationales*, vol. VII, Paris 1957, p. 22.

logne<sup>53</sup>. De cette façon, la S.F.I.O. confirmait officiellement et péremptoirement son attitude décidément favorable à la Pologne. Ce fut le premier des partis politiques français qui se prononça ouvertement pour son indépendance. Dans le même ordre d'idées se déroulaient les activités de la Ligue de la Défense des Droits de l'Homme. Cependant, dans une brochure ayant trait à l'avenir de la Pologne, écrite par son vice-président, le professeur Séailles<sup>54</sup>, il n'était question que d'une façon générale de la nécessité de créer un État polonais. Étant donné la censure, l'auteur ne pouvait, en effet, se prononcer librement sur le futur statut politique et institutionnel de la Pologne. La presse socialiste fit une excellente propagande à la publication de Séailles en soulignant que la restauration de la Pologne est dans l'intérêt de toute l'Europe et de la Russie elle-même<sup>55</sup>.

Jusqu'au dernier instant avant la proclamation de l'acte des Empires centraux du 5 novembre 1916, concernant la Pologne, la presse française de gauche multipliait ses avertissements au gouvernement de la Troisième République et à l'opinion publique en soulignant la menace que représentait la réalisation des desseins allemands<sup>56</sup>. Voyant l'inertie du gouvernement français à cet égard, André Lebey, député socialiste, demandait qu'on fit, au moins, une manifestation, un geste, pour exprimer les sentiments d'amitié de la France pour les Polonais afin de leur redonner courage. Dans ce but, il proposait même de changer le nom de l'avenue d'Allemagne en « rue de Pologne » et de la place de Budapest en « place Adam Mickiewicz » et d'y placer le monument du grand poète, c'est-à-dire la statue sculptée, quelques années auparavant, par Antoine Bourdelle<sup>57</sup>.

Ce fut le dernier avertissement avant la proclamation par les Allemands d'un « Royaume de Pologne », comportant quelques provinces conquises par les Allemands sur la Russie et entièrement dépendant des Empires centraux. Cette mesure, adoptée le 5 novembre 1916, fit en France une très grande impression. Un bon nombre de publications et de commentaires à ce sujet vit alors le jour. Toute la presse s'indigna de cette initiative allemande si dangereuse pour la France et l'Entente. Dans « Le Temps », semi-officiel, le journaliste et homme politique, André Tardieu, publia une série d'articles sur le problème polonais, qui figuraient dans la rubrique principale du journal, sous le titre « Bulletin du jour », et avaient la forme de commentaires anonymes de la rédaction. Il voyait dans la question polonaise une affaire internationale d'une importance vitale pour les Alliés et reconnaissait que la restauration de la Pologne était une condition im-

<sup>53</sup> « L'Humanité », 8 août 1916; D. LIGOU, *Histoire du socialisme en France (1871 - 1961)*, Paris 1962, pp. 285 - 286; J. PAJEWSKI, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 40 - 41.

<sup>54</sup> *La Pologne*, Paris 1916.

<sup>55</sup> « La Bataille », 19 juillet 1916; « L'Humanité », 7 août 1916; « Le Bonnet Rouge », 19 août 1916; voir également « La Dépêche » (Toulouse), 18 juillet 1916.

<sup>56</sup> C'est ce que faisait principalement E. PRIVAT, dans les colonnes de « L'Humanité », en publiant ses correspondances de la Suisse, voir les numéros du 17 octobre 1916 et du 2 novembre 1916.

<sup>57</sup> « La France », 24 octobre 1916.

portante de l'affaiblissement de l'Allemagne et, partant, de la sécurité future de l'Europe<sup>58</sup>. De ce fait, la gauche française voyait se dresser à ses côtés un allié fort influent. Continuant sa campagne de presse dans « Le Radical », Louis Ripault rappelait les efforts de la presse progressiste, faits durant les derniers huit mois, en faveur de la Pologne. Néanmoins, les hommes politiques y restaient insensibles. « Nous sommes au milieu du plus formidable drame que l'histoire ait jamais enregistré — écrivait Ripault avec amertume — et les hommes d'État en sont encore à leurs petits calculs, à leurs petits moyens, à leur dosage de liberté ». Or, les fautes de la diplomatie de l'Entente, qui d'après Ripault dépassaient les grands événements historiques, avaient été utilisées par les Allemands, en particulier dans la question polonaise. En présence de leur coup de force qui tendait à mobiliser un demi-million de soldats polonais « quelle sera l'attitude des Alliés? » — s'interrogeait avec inquiétude l'auteur en exhortant les dirigeants de l'Entente à prendre des mesures adéquates dans l'intérêt de la Pologne<sup>59</sup>. Une attitude pareille fut adoptée par « L'Humanité » qui consacrait à la Pologne un vaste article signé L.D. (probablement les initiales de Louis Dubreuille, un des dirigeants du parti socialiste français). On y trouvait le passage suivant: « Disons-nous que la Pologne résistera d'autant plus délibérément et résolument à la pression atroce dont elle est menacée qu'elle sentira davantage que du côté des nations de l'Entente la décision est irrévocablement prise de lui faire, au jour de la victoire commune, sa place entière au soleil de la liberté. A cet égard, nous avons un devoir. Nous l'avons ici, je crois, toujours senti. Sentons-le plus profondément encore et que ce sentiment se traduise par les paroles et les actes efficaces »<sup>60</sup>.

On voit donc que Ripault aussi bien que Dubreuille étaient obligés de s'en tenir aux généralités à cause de la censure et de parler par métaphores et allusions, qui étaient cependant suffisamment explicites pour les lecteurs qui avaient suivi auparavant toute la campagne de presse favorable à la Pologne. Ces deux auteurs exigeaient une fois de plus une déclaration de l'indépendance de la Pologne de la part des dirigeants alliés. A leur avis se rangèrent d'autres journaux de gauche<sup>61</sup>.

L'acte du 5 novembre 1916 provoqua des remous à la Chambre des Députés. Alexandre Varenne, député socialiste, annonça qu'à la prochaine séance de la Chambre, il allait déposer une interpellation au nom de son parti à propos de la question polonaise<sup>62</sup>. Cependant, les socialistes abandonnèrent pour le moment leur projet d'interpellation après que Briand leur eut expliqué avec insistance qu'un débat parlementaire n'était pas souhaitable étant donné l'attitude de la Russie. Par contre, la question polonaise fut longuement débattue à la Commission des Affaires Étrangères de la

<sup>58</sup> « Le Temps », 6, 7, 8, 11, 14 et 17 novembre 1916; cf. également T. K o m a r n i c k i, *op. cit.*, p. 53.

<sup>59</sup> « Le Radical », 7 et 8 novembre 1916.

<sup>60</sup> « L'Humanité », 6 novembre 1916.

<sup>61</sup> « La Bataille », 6 novembre 1916; « L'Oeuvre », 7 et 10 novembre 1916; « Le Bonnet Rouge », 7 novembre 1916.

<sup>62</sup> L. R i p a u l t, *op. cit.*, p. 22.

Chambre. Un mémorialiste polonais notait alors que, durant les débats de cette commission, les députés socialistes favorables à la Pologne « se déclaraient ouvertement contre la Russie en demandant l'indépendance de la Pologne »<sup>63</sup>. Grâce à leur attitude, ladite Commission fit une déclaration dans laquelle elle reconnaissait le caractère international de la question polonaise et constatait la nécessité de restaurer la Pologne « dans sa totalité ethnographique et politique ». Le président de la Commission, Georges Leygues, et Eugène Caillaux, un politicien connu, membre du parti radical, soumièrent cette motion à Briand en exigeant que la France et ses Alliés s'occupent sans tarder de la question polonaise<sup>64</sup>.

Malgré les assurances données, le Premier Ministre resta cependant dans l'expectative, attendant une officielle déclaration russe. Or, la Russie ne se pressait nullement de changer d'attitude en ce qui concernait le problème polonais. Dans sa note célèbre du 15 novembre, le gouvernement russe protestait contre la proclamation du 5 novembre 1916 et confirmait que les districts du « Royaume de Pologne » faisaient toujours partie de l'État russe. Un communiqué pour la presse faisait simultanément valoir qu'il entendait toujours accorder une autonomie à une Pologne unifiée. Ceci voulait dire que la Russie tsariste continuait à considérer le problème polonais comme une question intérieure russe. Malgré les pressions de l'opinion publique française, la conférence interalliée, siégeant à Paris, prit à l'égard de la Pologne une attitude mitigée. Dans un télégramme envoyé, le 16 novembre 1916, au Premier Ministre russe, Asquith et Briand exprimaient leur satisfaction de la déclaration russe en observant uniquement que l'unification de la Pologne, annoncée dans cette déclaration, deviendrait certainement une des bases primordiales de l'équilibre futur en Europe<sup>65</sup>. Seule la forme de cette dépêche fut critiquée par Tardieu<sup>66</sup>, alors que l'ensemble de la presse libérale<sup>67</sup> et même la presse de gauche l'approuvait<sup>68</sup>. Seul un article signé « Un Parlementaire »<sup>69</sup>, dans le journal progressiste « La France », jugeait la question d'une façon bien plus réaliste. Il estimait que les dernières déclarations de la Russie et de ses alliés n'étaient que platoniques et manquant de netteté. L'auteur de l'article estimait que pour empêcher la levée d'une armée d'un million d'hommes par les Allemands en Pologne, l'indépendance polonaise devait être officiellement fixée et garantie par les puissances de l'Entente.

Cette opinion était également soutenue par la presse socialiste<sup>70</sup> et

<sup>63</sup> K. Broel-Plater, *Z dni listopadowych na Zachodzie* [Les journées de novembre en Occident], « Pro Fide, Rege et Lege », 1927, n° 2, pp. 72 - 75.

<sup>64</sup> J. Pajewski, *Wokół sprawy polskiej...*, p. 52.

<sup>65</sup> *Ibidem*, p. 53.

<sup>66</sup> « Le Temps », 18 novembre 1916.

<sup>67</sup> « Le Petit Parisien », 17 novembre 1916; « Journal des Débats », 17 et 18 novembre 1916.

<sup>68</sup> « L'Homme Enchaîné », 20 novembre 1916; « Le Radical », 18 novembre 1916.

<sup>69</sup> « La France », 2 décembre 1916.

<sup>70</sup> « L'Action Socialiste », 17 janvier 1917; « Le Bonnet Rouge », 19 novembre 1916, 17 janvier 1917; « La Voix des Communes », 27 janvier 1917.

propagée à travers de nombreuses conférences par Georges Bienaimé. Sa causerie, faite le 10 février 1917 à l'université de Toulouse, dans laquelle il se prononçait pour l'indépendance totale pour la Pologne (« La Pologne aux Polonais »), fut chaleureusement applaudie par un millier d'auditeurs<sup>71</sup>.

Entre temps, au début de l'année 1917, d'importants accords furent signés entre la France et la Russie qui pouvaient avoir une importance décisive pour le sort de la Pologne. La Russie déclarait la France libre de déterminer dans l'avenir sa frontière orientale et la France la laissait libre, en revanche, de définir ses frontières occidentales. A la veille de la chute du tsar Nicolas II, Briand signait cet accord. Comme l'écrivit Pierre Renouvin, cette décision « c'était d'abandonner les intérêts de la nation polonaise, qui avaient des défenseurs actifs en France, dans l'opinion publique et au Parlement »<sup>72</sup>. Comme on le voit, même la gauche française, qui avait le mieux défendu jusqu'alors les intérêts de la Pologne, recevait, sans s'en rendre compte alors, un coup bas, grâce à cette note secrète de Briand au gouvernement russe. Malgré tous les efforts et diverses activités en faveur de la Pologne, entreprises principalement durant l'année 1916, il ne fut pas possible de modifier l'attitude du gouvernement français. Il fallut attendre la révolution russe qui, une fois victorieuse, abolit la malencontreuse décision du Premier Ministre français. A partir de cette date, des perspectives nouvelles, beaucoup plus favorables, allaient poindre pour la cause polonaise sur les bords de la Seine.

A Pétrograd, le Soviet des Délégués des Soldats et des Ouvriers proclamait, le 27 mars 1917, le droit de la Pologne à l'indépendance. Cette déclaration influença les actes du Gouvernement Provisoire russe. La proclamation de ce gouvernement (30 III 1917) se contenta de quelques paroles à l'adresse de la nation polonaise mais estima que dans l'avenir, la Pologne indépendante devrait être unie à la Russie par une alliance militaire, et que la Constituante russe devrait accepter les frontières futures du nouvel État polonais. Toutes ces conditions limitaient singulièrement le droit des Polonais de disposer d'eux-mêmes<sup>73</sup>. Cependant, la proclamation du Gouvernement Provisoire fut accueillie avec enthousiasme par la presse française qui, après l'abdication du tsar, jouissait enfin d'une relative liberté d'expression lorsqu'il s'agissait de la question polonaise. Les journaux radicaux et socialistes firent chorus et la plupart se félicitèrent de la proclamation du Gouvernement Provisoire. « La Bataille » soulignait « sa forme nette et précise »<sup>74</sup>. Louis Ripault écrivait dans « Le Radical »

<sup>71</sup> « Le Télégramme » (Toulouse), 13 février 1917; « Polonia », 24 février 1917.

<sup>72</sup> P. Renouvin, *Les buts de guerre du gouvernement français 1914-1918*, « Revue Historique », vol. CCXXXV, 1966, p. 19; J. Pajewski, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 54-58.

<sup>73</sup> H. Jabłoński, *Rewolucja Październikowa a sprawa niepodległości Polski* [*La Révolution d'Octobre et la cause de l'indépendance de la Pologne*], Warszawa 1967, pp. 37-38.

<sup>74</sup> « La Bataille », 1<sup>er</sup> avril 1917.



qu'après cette proclamation « la nation polonaise entre dans une nouvelle ère »<sup>75</sup>. « La Petite République » ajoutait que « La Russie libre ne peut vivre en paix qu'avec une Pologne libre »<sup>76</sup> et A. Milhaud, dans « Le Rappel », estimait que « le lien militaire que propose la Russie à la Pologne doit assurer le salut commun des deux peuples »<sup>77</sup>.

Cet optimisme n'était guère partagé par Pierre Renaudel, lequel formulait certaines réserves, dans les colonnes de « L'Humanité », à propos de la phrase de la proclamation qui parlait d'une « alliance militaire libre » et demandait avec inquiétude : « Est-ce là une limite à la renaissance intégrale de la Pologne ? ». Cependant, dans la suite de son article, il exprimait la conviction que la révolution russe n'allait pas renoncer à ses engagements fraternels envers la Pologne, pour laquelle « l'heure de l'indépendance sans réserves va se lever »<sup>78</sup>. Il semble, cependant, que ces paroles de « L'Humanité » pouvaient également signifier, à l'adresse du Gouvernement Provisoire, une sorte d'avertissement discret de la part des socialistes français afin que ce gouvernement ne répète pas les erreurs du régime tsariste.

Des réserves encore plus explicites furent formulées dans « L'Homme Enchaîné » par un auteur signant J. U. Sous ces initiales se dissimulait probablement le social-démocrate polonais, J. Urbach-Rivière, membre de la rédaction de « L'Homme Enchaîné ». D'après lui, la proclamation du Gouvernement Provisoire n'était pas suffisante puisque d'après ses termes « l'indépendance de la Pologne ne serait pas absolue mais relative: entière à l'intérieur du territoire polonais, elle serait limitée dans ses manifestations extérieures par une union politique avec l'État russe »<sup>79</sup>. Ces remarques, si critiques et si justes, furent désavouées dès le lendemain par le directeur du journal qui était Georges Clémenceau et qui approuva sans réserves la proclamation du Gouvernement Provisoire qui, à son avis, allait au devant de tous les espoirs des Polonais<sup>80</sup>. Le vieux leader des radicaux avait beaucoup de sympathie pour la Pologne, mais ce qui lui importait bien plus c'était la solidité du front oriental. On doit souligner, par contre, la déclaration de Georges Bienaimé qui fut le seul journaliste à remarquer dans son commentaire que la proclamation du Gouvernement Provisoire avait été précédée de la déclaration du « Comité Révolutionnaire des Soldats et des Ouvriers » de Pétrograd qui reconnaissait l'indépendance de la Pologne<sup>81</sup>.

Ces voix critiques permirent à la gauche française de secouer l'euphorie où l'avait plongée, au premier moment, la proclamation du Gouvernement Provisoire. Louis Ripault demandait, dans l'un de ses articles, au Gouvernement Provisoire de rappeler les représentants diplomatiques de l'ancien gouvernement du tsar en Europe occidentale, car ils continuent — disait-

<sup>75</sup> « Le Radical », 1<sup>er</sup> avril 1917.

<sup>76</sup> « La Petite République », 1<sup>er</sup> avril 1917.

<sup>77</sup> « Le Rappel », 1<sup>er</sup> avril 1917.

<sup>78</sup> « L'Humanité », 1<sup>er</sup> avril 1917.

<sup>79</sup> « L'Homme Enchaîné », 1<sup>er</sup> avril 1917.

<sup>80</sup> *Ibidem*, 2 avril 1917.

<sup>81</sup> « La Victoire », 1<sup>er</sup> avril 1917.

il — à torpiller la mise en oeuvre du programme mis au point par le Gouvernement Provisoire dans la question polonaise<sup>82</sup>. Il s'agissait, bien entendu, surtout de l'ambassadeur Isvolski. Le député socialiste Jean de Bon, se basant sur la proclamation du président Wilson et la dernière déclaration russe, demandait que l'Entente introduise l'indépendance de la Pologne dans la liste des conditions indispensables à la paix<sup>83</sup>.

C'est alors que, pour la première fois, la question polonaise fut évoquée à la Chambre des Députés en tant que problème politique. Au cours de la sixième séance secrète de la Chambre (1 - 4 VI 1917), il y eut des débats houleux à propos de la politique étrangère de la France et de ses buts de guerre. Sur la demande du député socialiste, Marcel Cachin, portant sur les clauses secrètes des accords concernant l'annexion des territoires étrangers, Briand — qui n'était plus alors Premier Ministre — fut obligé de fournir des explications. Pour justifier les buts de la politique étrangère française, il attira l'attention sur la nécessité de respecter les droits des nationalités et, en particulier, ceux de la Pologne. Au moment où il en parlait, il y eut des approbations bruyantes de la part des députés socialistes. Briand expliqua qu'il avait pensé à « la Pologne intégrale » et indiqua les difficultés que cette question rencontrait non pas seulement du côté de la Russie mais également de la part de l'Allemagne et de l'Autriche<sup>84</sup>.

Grâce à cette manoeuvre, l'habile homme d'État français réussit à placer hors des débats la question polonaise dont il redoutait les rebondissements, ce qui lui permit par la suite d'éviter nombre de questions embarrassantes. D'accord avec Ribot — alors Premier Ministre — et qui était parfaitement au courant de l'affaire, Briand réussit sans peine à dissimuler au Parlement sa décision antérieure, en vertu de laquelle il laissait à la Russie toute latitude dans l'établissement de sa frontière occidentale future<sup>85</sup>. Alors qu'il avait sciemment joué le rôle de fossoyeur des intérêts de la Pologne, il se posait actuellement en champion de l'indépendance polonaise et utilisait la popularité de cette question auprès de la gauche pour justifier certaines annexions territoriales qu'il avait en vue. Cependant, l'ordre du jour adopté par la Chambre après les débats, ne mentionnait pas encore la Pologne et se contentait de mentionner d'une façon générale « l'indépendance des peuples grands et petits »<sup>86</sup>.

Un des événements d'importance capitale fut pour la Pologne la constitution d'une armée polonaise en France, en vertu d'un décret du président de la République Française, signé le 4 juin 1917. L'ensemble de l'opinion française et de très nombreux Polonais accueillirent cette décision avec enthousiasme. Par contre, la fraction progressiste de l'émigration polonaise, groupée autour de l'Union des Organisations Démocratiques Polonaises de

<sup>82</sup> « Le Radical », 4 mai 1917.

<sup>83</sup> « Le Pays », 4 mai 1917.

<sup>84</sup> G. Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République*, vol. II, Paris 1957, p. 246.

<sup>85</sup> A. Ribot, *Lettres à un ami. Souvenirs de ma vie publique*, Paris 1924, pp. 223 - 226.

<sup>86</sup> « Annales de la Chambre des Députés », vol. CC, 1917, pp. 1349 - 1350.

Paris, émit de sérieuses réserves. Encore avant la promulgation du décret, une délégation de la gauche polonaise, ayant à sa tête le docteur Motz et Marie Skłodowska-Curie, s'était efforcée — mais en vain — d'empêcher la création d'une armée polonaise en France en intervenant auprès de Paul Painlevé, alors ministre de la Guerre<sup>87</sup>. Les démocrates polonais tendaient alors vers une neutralité de la Pologne, ils craignaient aussi la réaction allemande à la formation d'une armée polonaise en France sous forme d'une mobilisation forcée des Polonais sur les territoires occupés par les Allemands. Cette attitude ne fut appuyée que par un seul journal de gauche à tendance pacifiste, « Le Bonnet Rouge ». Mais bientôt accusé par les forces de droite de défaitisme et d'intelligence avec l'ennemi, il dut cesser de paraître. René Brunet eut encore le temps d'y publier un article, d'ailleurs sérieusement censuré, où il demandait dans le titre même de sa publication: *Une armée polonaise? Pourquoi?*<sup>88</sup>. D'après l'auteur, les possibilités de recrutement des Polonais en France étaient très modestes. L'émigration polonaise n'était pas nombreuse et au début de la guerre près de deux mille jeunes gens s'étaient enrôlés dans la Légion Étrangère et s'étaient ensuite distingués sur les champs de bataille. Les Polonais en France aussi bien qu'en Russie — poursuivait Brunet — voudraient rester neutres. Les efforts des forces de gauche et des pacifistes n'eurent pas les effets escomptés au moment où la guerre prenait un caractère particulièrement inexorable. Grâce au recrutement parmi les patriotes polonais aux États-Unis, l'armée polonaise en France croissait rapidement pour arriver, vers la fin, à quelque cent mille hommes<sup>89</sup>.

La création d'une armée polonaise en France signifiait que la Troisième République s'engageait à soutenir plus sérieusement qu'auparavant la cause polonaise. D'autre part, la révolution gagnait du terrain en Russie et ceci facilitait également le soutien de la cause polonaise aux éléments de gauche en France. Bientôt, aux côtés de la gauche vinrent se ranger les francs-maçons de France qui n'avaient pas pris position jusqu'ici dans la question polonaise. Ce n'est que pendant le Congrès de représentants des francs-maçons alliés et neutres (Paris, 28 - 30 VI 1917) qu'André Lebey, député socialiste, lança un appel chaleureux en faveur de la cause de l'indépendance de la Pologne. Influencé par son discours, le Congrès se prononça pour une « Reconstitution par la réunion de ses trois tronçons de la Pologne indépendante »<sup>90</sup>.

L'acceptation de l'indépendance de la Pologne par la maçonnerie française constituait un événement d'une importance capitale. L'influence considérable des loges sur la vie politique de la Troisième République ainsi

<sup>87</sup> *Sprawa armii polskiej we Francji*, 10 VIII 1917, NKN, microfilm, 100216, p. 247.

<sup>88</sup> « Le Bonnet Rouge », 16 juin 1917.

<sup>89</sup> Ch. Henry, *L'armée polonaise*, Paris 1925.

<sup>90</sup> *Congrès des Maçonneries des Nation Alliées et Neutres, les 28, 29 et 30 juin 1917*, Paris 1917, p. 28. Voir également H. Chhak, *Sprawa polska na Zachodzie w przededniu niepodległości* [La question polonaise en Occident à la veille de l'indépendance], « Więź », 1968, n° 10, pp. 73 - 74.

que sur les intellectuels et la presse des partis de gauche et des libéraux ne pouvait que pousser en avant la propagande en faveur de la Pologne en France.

Le 5 juillet 1917 eut lieu une manifestation semi-officielle franco-polonaise, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, organisée par le Comité de « L'Effort de la France et de ses Alliés ». Au cours de la séance, Alexandre-Marie Bracke, député socialiste, déclarait au nom de son parti que « La reconstitution de la Pologne a toujours été un des objectifs principaux de toute la démocratie internationale et particulièrement de la démocratie socialiste »<sup>91</sup>.

L'opinion publique française à tendance progressiste observait aussi attentivement les événements qui avaient lieu en Pologne même et était particulièrement intéressée par Józef Piłsudski, commandant en chef des Légions Polonaises, ancien militant du Parti socialiste polonais. Edmond Privat fut un des premiers à souligner en France son « patriotisme le plus pur » et sa grande popularité dans les milieux de la jeunesse polonaise<sup>92</sup>. Mais ce n'est qu'au moment où Piłsudski entra en conflit ouvert avec les autorités allemandes pour être ensuite emprisonné dans la forteresse de Magdebourg que la presse française put avoir les coudées franches pour s'occuper plus longuement de sa personne. Le signal en fut donné par Kazimierz Smogorzewski, dans le « Polonia »<sup>93</sup>. Il y traçait un portrait de Piłsudski, érigé en héros national, qui a toujours lutté et continue le combat contre les deux ennemis implacables de la Pologne: la Russie tsariste et le pangermanisme. La presse française de gauche<sup>94</sup> évoquait également ses activités socialistes antérieures. C'est ainsi qu'elle contribua à la création en France d'alors d'une fausse image de Piłsudski en tant qu'un homme de la gauche.

Grâce à la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, qui garantissait une indépendance complète à la Pologne, la question polonaise put être considérée sous un jour plus favorable. Les amis de la Pologne accueillirent également avec satisfaction un nouveau changement de gouvernement. Depuis le 16 novembre, c'était Clémenceau qui assumait les fonctions de Premier Ministre et Stéphane Pichon celles de ministre des Affaires étrangères. Tous les deux avaient plus d'une fois pris la plume en faveur de la Pologne depuis le début de la guerre et l'on les considérait comme des amis de la cause polonaise<sup>95</sup>. Cependant, malgré les espérances

<sup>91</sup> « L'Oeuvre », 8 juillet 1917; « Polonia », 14 juillet 1917; G. L e y g u e s, *La Pologne*, Paris 1918.

<sup>92</sup> « L'Écho Polonais », 25 juin 1917.

<sup>93</sup> « Polonia », 11, 18 et 25 août, 1<sup>er</sup> septembre 1917. Ces articles ont été rassemblés dans une brochure: C. S m o g o r z e w s k i, *Joseph Piłsudski et ses légions polonaises*, Paris 1917.

<sup>94</sup> « La Victoire », 28 août 1917; « L'Oeuvre », 31 août 1917; « L'Humanité », 2 septembre 1917 (avec une faute d'orthographe aberrante dans le nom propre de Piłsudski qui devient « Pilondogh »; « Le Radical », 3 octobre 1917. Voir également « Revue de Paris », 1<sup>er</sup> octobre 1917.

<sup>95</sup> Cf. p. ex. M. L e b l o n d, *La question urgente pour le nouveau ministre des Affaires étrangères*, « Paris - Midi », 17 novembre 1917.

et les désirs de l'opinion<sup>96</sup>, la nouvelle conférence interalliée, qui siégea en fin de novembre à Paris, ne prit aucune décision en faveur de la cause de l'indépendance de la Pologne<sup>97</sup>. Une fois de plus, cette cause se trouvait aux bords de la Seine dans une impasse. Un important quotidien de la grande bourgeoisie française penchait pour une solution du problème polonais dans le cadre de l'Autriche<sup>98</sup>. En même temps, « Le Radical » défendit ouvertement l'indépendance de la Pologne<sup>99</sup>. Louis Ripault critiquait, dans ce journal, le silence fait par la conférence interalliée au sujet de la question polonaise. A l'attitude « attentiste » des Alliés, il opposait les paroles prononcées par le vice-président du parti radical-socialiste, Édouard Herriot: « La Pologne doit enfin redevenir elle-même. La Pologne sera indépendante ».

Entre temps, le climat dans lequel mûrissait la question polonaise se brouillait une fois de plus. A l'amertume, qui découlait du silence fait sur la Pologne par la conférence interalliée, se joignait, pour les Polonais de France et les amis de la Pologne, l'indignation au moment où le gouvernement soviétique publiait, le 26 novembre 1917, les documents diplomatiques secrets, entre autres, ceux qui concernaient l'attitude du gouvernement français et du gouvernement russe à l'égard de la Pologne. C'est ainsi que le public fut informé de la dépêche de Briand du début du mois de mars 1917, qui laissait une entière liberté à la Russie pour le tracé de sa frontière occidentale. Même pour Roman Dmowski, président du Comité National Polonais, favorable à la Troisième République une pareille décision signifiait le placet français pour un partage éventuel de la Pologne entre l'Allemagne et la Russie<sup>100</sup>.

Les députés socialistes irrités, les mêmes que Briand avait calmés astucieusement quelques mois avant, déclenchèrent une attaque frontale au Parlement contre la politique du gouvernement à l'égard de la Pologne. Durant la séance du 27 décembre 1917, le socialiste Marius Mouttet demanda des explications à propos des accords secrets entre la France et la Russie de mars 1917, qui avaient été, entre temps, divulgués en Russie Soviétique. A son avis, on aurait eu tort de s'étonner de voir les Polonais choisir un minimum d'avantages réels qui lui fut offert par les Empires centraux alors que les Alliés ne leur servaient que des promesses illusoire. D'après Mouttet, seule une déclaration très nette au début de la guerre, qui aurait confirmé l'indépendance et l'unification de la Pologne, aurait apporté d'autres résultats. Cette interpellation fut approuvée des bancs socialistes par des clameurs, qui réclamaient l'indépendance de la Pologne, poussés par Marcel Cachin, Pierre Renaudel, André Lebey. Ce dernier résuma brièvement l'attitude des députés socialistes: « Nous sommes ici pour l'indépendance polonaise ».

<sup>96</sup> *L'Union des Démocrates Polonais — Lettre ouverte aux Membres de la Conférence Interalliée à Paris*, 20 novembre 1917 (brochure).

<sup>97</sup> J. P a j e w s k i, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 78 - 79.

<sup>98</sup> « Le Temps », 24 novembre et 14 décembre 1917.

<sup>99</sup> « Le Radical », 10 décembre 1917.

<sup>100</sup> J. P a j e w s k i, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 76 - 77.

Dans cet état de choses, le ministre des Affaires étrangères, Pichon, ne put éviter de parler dans sa déclaration de la question polonaise. Au milieu des applaudissements des socialistes et des approbations bruyantes des députés J. Longuet, A. de Varenne et André Lebey, Pichon dit entre autres : « Nous avons des devoirs étroits à l'égard des nationalités opprimées [...] aussi de la Pologne [...] nous ne séparons pas sa cause de la nôtre [...] nous la voulons une, indépendante, indivisible, avec toutes les garanties de son libre développement politique, économique, militaire et toutes les conséquences qui pourront en résulter »<sup>101</sup>.

Ce fut la première déclaration officielle d'un homme politique français qui promettait sans ambages un appui français à la cause de l'indépendance polonaise. Sans vouloir suspecter ici la sincérité de Pichon, lui-même, qui était, d'ailleurs, favorable à la Pologne, on n'aura garde d'oublier qu'en sa qualité de ministre des Affaires étrangères il avait été forcé de prononcer les paroles qu'on vient de dire à la suite de la pression des députés socialistes. Ainsi, la gauche française, vers la fin de la quatrième année de la guerre, dans les conditions politiques changées, grâce aux victoires des révolutions russes, arrivait à un résultat positif dans la question polonaise.

Le début de l'année suivante fut marqué par les pourparlers de Brest-Litovsk qui suscitèrent un intérêt très vif parmi les hommes de la gauche française et amenèrent des divergences d'opinion. La gauche bourgeoise et la droite socialiste — tout comme les autres courants de l'opinion publique en France — protestaient contre la solution allemande de l'affaire polonaise, si défavorable pour la Pologne, et leur opposaient les dernières déclarations de la France et de l'Angleterre si avantageuses pour les Polonais<sup>102</sup>. Par contre, D. Mayères, député socialiste de la Seine, le représentant de la gauche socialiste, adopta une attitude de classe et défendit courageusement la révolution russe pour avoir entamé des pourparlers de paix. Il posa la question fondamentale : « La Pologne ! Mais laquelle ? Celle de l'immense et douloureux prolétariat de Varsovie ou de Łódź, ou bien celle des prêtres catholiques et de cette noblesse militaire qui possédèrent et perdirent l'ancienne République théocratique de Pologne ? ». D'après l'auteur, c'est cette seconde Pologne qui éveille les sympathies des tourneboulés français alors que de la première ils se détournent « avec une pieuse horreur ». Et il poursuit en accusant la presse française de s'étendre sur les armées polonaises en formation en France et en Russie, sans mentionner qu'en Russie les militaires polonais prennent une part active aux menées contre-révolutionnaires. Par contre, cette même presse n'informe pas ses lecteurs que durant la même période s'était déclenchée à Varsovie « comme une bombe du Gotha révolutionnaire, une grande grève ouvrière [...] C'est Trotsky qui a lancé en contre-attaque les bataillons ouvriers droit sur l'impérialisme

<sup>101</sup> « Journal Officiel », 28 décembre 1917 ; « Annales de la Chambre des Députés », vol. CCI, 1917, III<sup>e</sup> partie, pp. 3612-3632, 3795 ; voir également « Polonia », 5 janvier 1918, J. P a j e w s k i, *Wokół sprawy polskiej...*, pp. 77-80.

<sup>102</sup> « Le Radical », 8 janvier 1918, « L'Humanité », 28 janvier 1918.

envahisseur [...] »<sup>103</sup>. Cette ardeur révolutionnaire s'explique quand on sait que l'auteur fut un des rares hommes en France à vouloir lier l'avenir de la Pologne à une révolution socialiste européenne.

Or, l'idée d'une Pologne indépendante faisait son chemin en France dans des milieux toujours plus larges de la société et de des hommes politiques. Le parti socialiste avait, une fois de plus, confirmé son attitude à cet égard, par une motion au Congrès Socialiste International de Londres, le 22 février 1918<sup>104</sup>. Les partis radical et radical-socialiste suivirent bientôt les socialistes. Le 13 mars 1918, les radicaux font une démarche officielle en demandant à Pichon, ministre des Affaires étrangères, que le gouvernement français proclame à la première occasion « au nom de la République, que la grande iniquité est enfin réparée et que la Pologne glorieuse et libre a repris sa place parmi les nations indépendantes »<sup>105</sup>. Cette initiative des radicaux, qui avaient leurs représentants au gouvernement, avec Clémenteau comme président du Conseil des Ministres, faisait non seulement une excellente propagande pour la cause polonaise mais servait également comme une justification importante de la politique du gouvernement français à l'égard de la question polonaise. Car la France tendait alors à gagner l'accord de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour une déclaration générale consacrée à l'indépendance de la Pologne<sup>106</sup>. Et la gauche française — informée peut-être à ce sujet — reprit une campagne de presse destinée à confirmer l'indépendance de la Pologne<sup>107</sup>. Ses vœux furent, cette fois, comblés par une déclaration d'une conférence interalliée siégeant au début de juin à Versailles. Sur l'initiative de Pichon, les représentants de l'Entente admirent enfin, le 6 juin 1918, la création d'une Pologne indépendante, ayant libre accès à la mer, comme une des conditions d'une paix juste et durable.

Or, la gauche française, qui avait pris l'initiative et avait proposé la proclamation de l'indépendance polonaise plus de deux années et demie auparavant, n'avait pas, cependant, l'impression d'avoir reçu pleine satisfaction. On se rendait bien compte que la déclaration de la conférence interalliée de Versailles n'avait pas été uniquement le résultat des campagnes de presse et des démarches de la gauche française en faveur de la Pologne, mais l'effet de conditions objectives et de circonstances politiques du moment. Dans la dernière phase de la guerre, les Alliés désiraient parer toute manœuvre allemande visant à se concilier les Polonais et à avoir des influences dans l'avenir au sein de la population polonaise<sup>108</sup>.

<sup>103</sup> « La Vérité », 3 février 1918; Cf. également l'article de H. Labrousse dans « L'Heure » du 6 février 1918.

<sup>104</sup> « L'Humanité », 7 mars 1918.

<sup>105</sup> L. Ripault, *op. cit.*, pp. 80 - 82.

<sup>106</sup> T. Komarnicki, *op. cit.*, pp. 211 - 213; M. Leczyk, *Komitet Narodowy Polski a Ententa i Stany Zjednoczone* [Le Comité National Polonais, l'Entente et les États-Unis], Warszawa 1966, pp. 209 - 210.

<sup>107</sup> « La Vérité », 5 mars 1918; « Le Radical », 21 mars, 9 avril, 29 avril, 20 mai 1918.

<sup>108</sup> T. Komarnicki, voir la note 106; M. Leczyk, *op. cit.*

Une fois que les Alliés eurent officiellement confirmé les droits de la Pologne à l'indépendance, c'est l'affaire des frontières du futur État polonais qui prit une actualité brûlante. Les milieux bourgeois et militaires de la Troisième République tendaient à affaiblir l'Allemagne et c'est pourquoi ils s'intéressaient plus particulièrement aux frontières occidentales de la Pologne. D'une façon générale, on était d'accord pour englober dans le futur État la Posnanie, la Silésie, la Prusse Orientale et Occidentale avec le rivage de la Baltique et la ville de Gdańsk<sup>109</sup>. D'après le général Bourelly, les forteresses et les fortifications élevées par la Prusse sur sa frontière orientale se trouveraient aux mains des Polonais et pourraient servir contre l'Allemagne<sup>110</sup>. A ces tendances, si objectivement avantageuses pour la Pologne — bien que découlant d'un respect des intérêts de la France — s'opposait Jean Longuet, un des leaders de l'aile gauche des socialistes français. Il affirmait que la Pologne ne devait se composer que de la Galicie (anciennement à l'Autriche), du « Royaume de Pologne » et de seulement ces provinces anciennement annexées par la Prusse où les Polonais continuaient d'être en majorité, c'est-à-dire pratiquement seulement la Posnanie<sup>111</sup>. Ainsi, le petit-fils de Marx adoptait une attitude extrêmement défavorable à la Pologne en n'admettant pas ses droits à la Silésie et à la Poméranie. Longuet justifiait cette attitude en prétendant que, en accordant à la Pologne les anciens territoires polonais à l'ouest, on inciterait les Allemands à la revanche, ce qui, dans un bref délai, pourrait conduire à de nouvelles guerres. Étant donné les hécatombes provoquées par la guerre qui se terminait, les arguments pacifistes avaient plus de poids pour les socialistes français que les droits de la Pologne renaissante.

Des controverses éclatèrent également à propos des frontières orientales de la Pologne. Dmowski avait formulé un programme d'incorporation à la Pologne des territoires lituaniens, biélorussiens et ukrainiens. Ce programme ne fut pas appuyé par les Français, en dehors des milieux catholiques<sup>112</sup>. Les forces de la gauche prirent une position très nette dirigée contre les desseins du président du Comité National Polonais. Un auteur, qui signait des seules initiales W. P., affirmait que Dmowski ne représente qu'une minorité des Polonais, bien que la plupart d'entre eux estiment que la Lituanie et l'Ukraine après s'être érigées en États indépendants s'uniront volontairement avec la Pologne<sup>113</sup>. Cet article servait la propagande du programme fédéraliste de Piłsudski, qui avait trouvé l'appui de certains intellectuels français<sup>114</sup>.

<sup>109</sup> Cf. p. ex. l'article de J. Jobert dans « Le Nouvelliste de Bretagne, Maine et Normandie » du 29 août 1917; E. Denis, *Le programme polonais. Rapport présenté aux Travaux du Comité d'Études*, Paris 1917, pp. 1-37 (c'est une brochure ronéotypée se trouvant à la Bibliothèque Polonaise de Paris).

<sup>110</sup> « La France Militaire », 26 mai 1917.

<sup>111</sup> « Le Populaire », 7 novembre 1918. L'attitude antérieure de Longuet à cet égard avait été rapportée par le « Kurier Codzienny », le 20 juin 1917.

<sup>112</sup> « L'Univers », 24 février 1918.

<sup>113</sup> « Annales des Nationalités », 1<sup>er</sup> mai 1918.

<sup>114</sup> Cf. E. Denis, *op. cit.*, p. 17.



La guerre une fois terminée, la gauche française, en particulier les socialistes firent campagne une fois encore pour la cause polonaise mais cette fois c'était une prise de position contre le Comité National Polonais de Paris, soi-disant réactionnaire, et le gouvernement de Piłsudski à Varsovie soi-disant démocratique de l'avis de ces mêmes socialistes. L'intérêt de la gauche française ne se portait plus sur la question polonaise mais sur l'État polonais indépendant de fait. Ce but, la gauche française l'avait continuellement présent à l'esprit pendant les années de guerre. Malgré un climat politique défavorable, dans une France liée par des accords militaires et une alliance politique avec la Russie tsariste, c'est la gauche française qui avait, la première, jeté sur les bords de la Seine l'idée de l'indépendance de la Pologne, encore en 1915. Par la suite, inspirée partiellement par les milieux démocratiques de l'émigration polonaise en France, elle avait continué à propager cette idée dans la société française. Grâce à l'attitude de la gauche française, cette opinion publique avait pu mieux connaître le problème polonais et se déclarer, dans sa majorité, favorable à la restauration de la Pologne. On ne doit pas, bien entendu, surestimer l'influence de cette longue campagne sur les agissements du gouvernement français. Mais dès le moment où, après la victoire des révolutions russes, les conditions générales et la situation politique eurent changé en Europe, cette influence de la gauche fut beaucoup plus perceptible.

*(Traduit par Aleksander Wolowski)*